

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, nous avons reçu des instances dans ce sens de la part du Conseil canadien de la sécurité et la question a été abordée avec les procureurs généraux des provinces. A mon avis, on ne semblait pas tellement penser que des mesures s'imposent à cette étape mais nous discuterons davantage de cette question avec les commissaires d'uniformité.

\* \* \*

● (1450)

### LA SANTÉ

#### L'ABUS DE LA DROGUE ET DE L'ALCOOL—DEMANDE D'EXPOSÉ DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

**M. G. R. Holmes (Lambton-Kent):** Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Compte tenu des problèmes croissants que posent la drogue et l'abus d'alcool, le ministre compte-t-il déposer à la Chambre ou exposer prochainement à l'appel des motions la politique gouvernementale tant attendue sur ces problèmes?

[Français]

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le président, j'ai eu l'occasion de répondre à cette question devant le comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, lors de l'examen de mes prévisions budgétaires.

\* \* \*

[Traduction]

### L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

#### LE MONTANT DES DOMMAGES ET INTÉRÊTS EN CAS DE MORT CAUSÉE PAR AUTRUI

**M. Elmer M. MacKay (Central Nova):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le ministre de la Justice. Étant donné qu'à l'heure actuelle le fait de causer la mort d'un enfant ou d'un particulier sans personne à charge n'entraîne que de faibles responsabilités du point de vue juridique, au moins en ce qui concerne le montant des dommages et intérêts, le ministre a-t-il envisagé de porter cette question à l'attention de la Commission de réforme du droit ou, dans les secteurs de compétence fédérale, a-t-il l'intention de fixer un montant minimum, fût-il symbolique, lorsqu'une vie humaine est supprimée par autrui?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas attiré l'attention de la Commission de réforme du droit sur cette question. Quant à la responsabilité civile, elle relève de la compétence des gouvernements provinciaux.

\* \* \*

### LA CONSOMMATION

#### LE CONTRÔLE DES RÉDUCTIONS DE TAXES ET DES DROITS DE DOUANE EN FAVEUR DES CONSOMMATEURS—DEMANDE DE RAPPORT

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations qui, s'il a une excel-

### Questions orales

lente mémoire, se rappellera avoir promis à l'époque du dépôt du budget de suivre de près les réductions de droits de douane si elles étaient adoptées et d'en faire rapport à la Chambre comme il l'a dit plus tard, avant l'ajournement de Pâques. Peut-il nous dire quand il nous fera rapport et s'il le fera avant la fin de la présente législature ou au cours de la prochaine?

**M. Baldwin:** Ou avant la fin du ministre.

**L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, pendant la présente législature.

**M. Stanfield:** Comme nous attendons ce rapport depuis la mi-février, le ministre pourrait-il nous dire exactement quand nous le recevrons?

**M. Gray:** Non, je ne crois pas être en mesure de le dire, monsieur l'Orateur.

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

[Français]

### L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

#### LA RÉGION DU BAS-SAINT-LAURENT—LA POLITIQUE RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT

**M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe):** Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

A la suite d'instances faites par 3,000 citoyens du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, réunis à Matane en fin de semaine, et en plus d'avoir envoyé sur place le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, le très honorable premier ministre pourrait-il informer la Chambre des projets du gouvernement visant à la planification économique de cette région, et plus précisément de la stratégie qu'il compte adopter, tenant compte des intentions du gouvernement du Québec en la matière?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le président, on reconnaîtra qu'il s'agit là d'une question à laquelle je ne peux répondre au cours de la période des questions orales. Il faudrait évidemment faire une déclaration non seulement de ma part, mais de celle de plusieurs autres ministres, soit à l'appel des motions, soit au cours des débats qui vont suivre.

[Traduction]

#### L'AMÉLIORATION DES ACCORDS ARDA

**M. Elias Nesdoly (Meadow Lake):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Expansion économique régionale, j'aimerais poser la question suivante à son secrétaire parlementaire. Comme le Conseil des autochtones du Canada représentant les Métis et les Indiens défranchisés ont rencontré le ministre de l'Expansion économique régionale le 11 avril où les membres du Conseil ont indiqué des mesures que pourrait présenter le gouvernement pour améliorer les accords général et spéciaux ARDA, le ministre prend-il des mesures pour corriger certaines des faiblesses dans ces deux domaines?